

ployés disponibles pour répondre aux besoins civils a donc fléchi jusqu'à environ 3,200,000, mais en même temps, le niveau d'existence moyen s'est amélioré sensiblement et est probablement plus élevé qu'il ne l'a jamais été.

Cet exposé n'est pas fait à la légère, et on peut s'imaginer ce qui arrivera lorsque les autres employés reprendront la production pour leur propre compte.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. THOMAS FARQUHAR (Algoma-Est): En prenant part au présent débat, je tiens à dire tout d'abord que nous apprécions grandement, sans aucun doute, ce que le ministre des Finances (M. Ilsley) a accompli. Ce que le ministre a fait a permis au Canada de soutenir un effort de guerre qui nous a valu les éloges des plus hautes personnalités de toutes les Nations Unies. Le ministre des Finances a démontré qu'il était grand financier. Prélever huit milliards de dollars du peuple canadien pourrait paraître presque une impossibilité pour un pays qui n'est pas plus peuplé que le nôtre. C'est là une magnifique réalisation et, nonobstant cet effort, le peuple canadien est dans une meilleure posture financière que jamais. J'apprends que nos comptes d'épargne s'élèvent à deux milliards et demi de dollars alors qu'ils n'étaient que d'un milliard et demi au début de la guerre.

Le seul point sombre au tableau de l'effort de guerre du Canada est le peu de coopération que le Gouvernement a reçu de la part des partis oppositionnistes. Il est vraiment déplorable de voir qu'en temps de guerre les hommes ne puissent oublier les considérations de partis et accorder au Gouvernement tout l'appui nécessaire. Nous sommes ici depuis cinq mois et il semble que nous en avons encore pour deux ou trois mois alors que plusieurs d'entre nous devraient accomplir un travail plus utile. La population du pays ne doit certainement pas beaucoup apprécier la façon dont se comportent certains députés des groupes de l'opposition.

Je voudrais parler brièvement, ce soir, de ce que je regarde actuellement comme une dangeuse attitude dont on ne voit pas très bien la gravité. Je veux faire allusion à la politique du parti de la C.C.F. en ce qu'elle concerne le pays en général et en particulier les cultivateurs et les ouvriers. Certains membres du parti de la C.C.F. vont jusqu'à nier que leur politique comprend la socialisation des fermes. Que ce soit là ou non leur politique, il y a suffisamment de

preuves qu'au moins un grand nombre de partisans et d'organiseurs de ce parti préconisent la nationalisation des fermes et admettent franchement qu'elle figure au programme politique de la C.C.F. Tout récemment, j'ai rencontré un organisateur de la C.C.F. et il a admis en toute franchise qu'il en était ainsi. Je lui ai dit: "Vous n'êtes pas assez francs pour en convenir lorsque vous vous trouvez dans une région agricole." Il répondit: "Eh bien, c'est notre politique." Peu après, j'ai rencontré un autre organisateur du parti de la C.C.F. et je lui ai posé la même question. Il me dit: Eh bien, nous préconisons la socialisation de l'agriculture", et il reconnut qu'en fin de compte cela impliquerait la socialisation des fermes.

Par ailleurs, M. Levans, député de Woodbine, Toronto, à l'Assemblée législative, un homme éminent, aurait dit à un banquet donné à Orillia que les cultivateurs pourraient rester sur leurs fermes leur vie durant mais qu'ils ne pourraient les vendre ou les léguer à qui que ce soit. Et puis, lorsque la revue *Maclean's* lui posa la question suivante: "Croyez-vous que l'Etat devrait tout exploiter?" le chef du parti de la C.C.F., répondit: "Presque tout." Or, comme l'agriculture est la plus grande industrie du Canada, à coup sûr cela comprend l'exploitation agricole.

Quiconque discute aujourd'hui cette question avec les partisans de la C.C.F., où qu'ils se trouvent, conviendra avec moi qu'ils admettent franchement que c'est bien là la politique de la C.C.F. En conséquence, que certains membres de la Chambre l'admettent ou non, il est indéniable qu'en général les partisans de la C.C.F. préconisent une telle mesure et reconnaissent franchement qu'elle figure au programme de leur parti. De nouveau, je cite la revue *Maclean's*. A la question; "La C.C.F. dominera-t-elle le syndicalisme ouvrier?", le chef du parti aurait répondu: "Oui". "Mais comment y parviendra-t-il" aurait-on ajouté. Il aurait répliqué: "En rendant les syndicats impuissants".

Nous reconnaissons tous le merveilleux travail accompli depuis un demi-siècle par le syndicalisme ouvrier pour l'amélioration des conditions de travail et d'existence. Il est vrai que ces succès ont été le résultat d'une lutte longue et ardue, mais l'ouvrier y a tout de même beaucoup gagné. Il faut admettre aussi que les chefs n'ont pas toujours été à la hauteur de la tâche, que leurs conseils n'ont pas toujours été bien inspirés, mais on ne saurait en blâmer ni le programme ni les membres des syndicats. L'industrie organisée, d'ailleurs, n'a pas été exempte de ce mal. Ses chefs ont aussi très souvent donné de

[M. Blackmore.]